

Casablanca

La science politique et le monde arabe : d'une relation problématique à un savoir problématisé

(Yves Schemeil, Université de Grenoble)

Résumé. L'économie et l'anthropologie sont solidement enracinées dans les universités et les cercles de réflexion arabes. En revanche, on peut se demander à quelles conditions une science politique de la région, déjà robuste, pourrait s'épanouir et enrichir ses résultats de recherche. Parce qu'elle traite de ce qui lie entre elles toutes les sphères sociales et toutes les communautés d'origine, et qu'elle constitue les interactions sociales puis en fixe ou en change les règles du jeu, l'activité politique ne se laisse pas toujours observer au niveau où elle se déroule, celui de la communauté politique tout entière, de la culture politique majoritaire, et du gouvernement. Des pans entiers de la vie publique sont ainsi préservés de la discussion critique – ce qui est vrai aussi, mais de moins en moins, dans de nombreux pays, même occidentaux. De ce fait, nombre de convictions morales et causales ne font pas problème, elles sont tenues pour acquises, l'analyse politique ne pouvant se déployer qu'à l'extérieur de ce périmètre de croyances « naturelles ». Afin que la science politique arabe, ou sur le monde arabe, complète son parcours, il faudrait que les objets dont elle peut légitimement se saisir se multiplient, et que le travail empirique soit mené avec des moyens à la hauteur du temps à rattraper.

Dans l'histoire de sciences, la concurrence entre explications tombe souvent sur un chiffre magique : on arrive presque toujours à trois paradigmes concurrents. Lorsque l'objet est naturel le dernier paradigme conçu prétend concilier les deux précédents. Quand il est culturel ses partisans affirment prudemment se tenir à distance égale de leurs prédécesseurs. En science politique, c'est la théorie du juste milieu qui prédomine, une position inopportune qui ne fait pas avancer la discipline, car les explications les plus pertinentes et les plus porteuses d'avenir se situent de part et d'autre de cette ligne médiane.

La thèse que je vais essayer de démontrer dans cette communication est la suivante : comme la condition faite aux sciences sociales dans les pays démocratiques qui soutiennent plus massivement que d'autres l'innovation reste insatisfaisante malgré les efforts déployés, on voit mal comment la science politique pourrait être un jour prochain mieux traitée dans des pays où l'approfondissement de la démocratie et du savoir scientifique sur les humains ne sont pas et ne peuvent pas être des priorités. L'étude des objets prioritaires de la discipline ne peut en effet se dérouler qu'en satisfaisant à des conditions supplémentaires très exigeantes. Contrairement aux explications intuitives du « retard arabe », j'estime que la responsabilité des insuffisances de la science politique n'est pas imputable pas aux spécificités culturelles de la région, mais aux contraintes propres à la construction de la discipline partout dans le monde.

Avant de poursuivre cette démonstration, revenons un instant à l'image des trois paradigmes rivaux. La physique, par exemple, repose aujourd'hui sur deux piliers : la théorie des quantas de Max Planck, explique les phénomènes constatés à l'échelle microphysique ; la théorie de la relativité d'Einstein s'applique au comportements des objets macrophysiques. Entre les deux, une théorie des cordes agite beaucoup les chercheurs qui pensent y trouver la synthèse dont ils rêvent. Il en va de même en sciences sociales où la phénoménologie de la pratique relève soit d'une approche philosophiquement existentialiste et sociologiquement pragmatique, soit d'une approche par les choix rationnels, tandis que le mouvement des sociétés obéit à des lois structurales – un groupe croissant de constructivistes tentant avec plus ou moins de bonheur de se situer entre les deux, voire de les concilier.

Qu'en est-il en science politique ? Elle est tiraillée entre trois courants. D'abord, un positivisme moderne (celui des revues scientifiques internationales où des modèles abstraits sont empiriquement testés avec tout le sérieux des statisticiens). Ensuite, des théories critiques postmodernes (qui se nourrissent d'une relecture de textes normatifs anciens). Enfin, un criticisme social que l'on qualifie parfois de l'adjectif malheureux de «constructiviste » et qui, au nom de la sociologie, renvoie les deux autres dans leur périmètre initial (celui de la biologie et celui de l'ethnologie).

Pour sortir de ce piège, deux attitudes s'esquissent : d'une part, aspirer à une science expérimentale en devenir en imaginant ce que pourrait être un jour une physique politique rigoureuse si elle répondait au moins en partie aux critères des sciences de la nature. D'autre part, appeler de ses vœux une ethnométhodologie des conduites qui prendrait au sérieux les intentions affichées des acteurs au lieu de prétendre savoir mieux qu'eux ce qu'ils font et pourquoi ils le font. On observera que dans les deux cas les choix et décisions des *individus* comptent plus que les *dispositifs* au sein desquels ils se positionnent – un domaine davantage exploré par les partisans du juste milieu qui s'empêchent souvent dans les « structures structurantes et structurées ». La conséquence logique de ce postulat individualiste c'est que les effets de contexte sont secondaires par rapport aux nombreuses décisions quotidiennes qu'il nous faut chacun prendre. En d'autres termes, le *milieu arabe* n'affecte que marginalement les comportements politiques des acteurs et le travail des auteurs.

Sur cette voie, un obstacle barre la route des politistes : les moyens d'investigation et de traitement des observations. L'ethnologie est une grande consommatrice de temps et pour être à la hauteur de ses ambitions ceux qui s'y livrent devraient retourner à plusieurs reprises sur le même terrain pour en mesurer les évolutions. Quant à la physique politique, son émergence dépend de moyens d'expérimentation et de comparaison lourds, hors de portée d'individus isolés. Il est rare que ces conditions soient remplies, ce qui entraîne deux conséquences. Première conséquence, même dans les lieux où la science politique est actuellement épanouie et incarnée par de nombreux collègues, la voie médiane implique un effort constant pour se différencier des journalistes et autres commentateurs « politologues », qui éclairent le grand public sur l'actualité : soit les savants « collent » à celle-ci, et leur valeur ajoutée est douteuse ; soit ils s'en éloignent, et ils paraissent alors excessifs voire irréalistes. Ensuite, les responsables d'administrations et de fondations censées financer leurs travaux n'arrivent pas à comprendre que la scientificité d'une recherche sociale est une fonction de son coût, un postulat qu'elles ne mettent pas une seconde en doute quand il s'agit de sciences expérimentales. Il manque donc tout le temps un ou deux zéros aux sommes chichement allouées pour qu'un projet remplisse sa mission.

Ajoutons à cela des difficultés propres à la science politique, qui compliquent singulièrement son devenir. Conçue par les uns comme une aide à la décision, elle entre en concurrence avec le savoir-faire indigène des hauts fonctionnaires et autres agents supérieurs de l'Etat, qui veulent bien d'une science ancillaire à peu de frais, mais ne feront rien pour la développer. Pensée par les autres comme un devoir critique, elle est peu susceptible de plaire aux dirigeants qui tolèrent à peine les enseignements confidentiels de contestataires surveillés, et leur préfèrent les cours élogieux des zélés du régime. Nombre de pays se trouvent aujourd'hui dans ce cas, particulièrement la Chine, mais aussi Singapour.

La science politique en souffre évidemment plus encore que l'économie ou la linguistique. Exercée en milieu arabophone (donc comme science *du* monde arabe et *dans* le monde arabe) elle est encore plus difficile à pratiquer pour diverses raisons que je vais essayer de discuter ici. J'en dirai tout de suite un mot, pour éviter tout malentendu : je parle de langue et de

culture politique, pas de religions ou d'institutions. En effet, les convictions morales et métaphysiques font peser partout et depuis toujours des contraintes lourdes, toutes choses égales par ailleurs (il suffit d'évoquer Bruno, Galilée, et les créationnistes, puis de lier tout ça aux conceptions que John Rawls se faisait de la délibération pour s'en convaincre). Quant aux institutions, elles ne sont jamais complètement libérales. Comme le note Eberard Kienle dans un texte non public, il y a toujours de l'autoritarisme en leur sein, caché dans les profondeurs des processus de décision (et, à l'inverse, il y a du libéralisme dans les systèmes autoritaires). On compte aussi nombre de démocraties « illibérales », « mécaniques », « imparfaites », comme chacun le sait, voire de « démocraties ». Ces régimes hybrides ont l'obsession de figurer dans le monde au rang des puissances qui comptent et sont fréquentables sans devoir pour autant libéraliser la lutte pour le pouvoir et risquer ainsi de le perdre. Leurs dirigeants voient mal pourquoi ils devraient céder aux caprices démocratiques débouchant sur une tyrannie de la majorité, celle-ci étant jugée xénophobe et rétrograde (comme les *Tea parties*). Non, plutôt que la religion et les institutions qui ne distinguent guère le monde arabe du reste, ce sont les questions du statut social du chercheur et du sens de l'honneur des dirigeants qui retiendront ici mon attention.

Néanmoins, je n'ai pas écrit ce texte pour rendre plus légitime mon supposé pessimisme en le faisant partager à mes lecteurs, mais pour imaginer au contraire des solutions optimistes aux problèmes soulevés. L'une d'entre elles est très simple : introduire davantage d'universalisme que de spécificité dans le dosage des approches du terrain arabe en naviguant entre occidentalistes et orientalistes (première partie) ; la seconde est plus complexe : se saisir des objets dont l'observation a rendu la science politique nécessaire au lieu de les éviter pour paraître « moderne » ou pour travailler sans avoir à rendre de comptes aux pouvoirs publics (deuxième partie).

Première partie : Universalité et spécificité

Des pans entiers de la science politique comparative aujourd'hui échappent à ses motivations originelles, du temps des « aires culturelles » qu'il fallait bien comprendre avant d'agir. Au contraire, la comparaison présente désormais deux caractéristiques nouvelles. D'abord, elle est fondée sur l'hypothèse que les *effets de contexte*, s'ils existent, sont de portée limitée. Leur connaissance est néanmoins nécessaire car seule elle permet de nuancer et compléter les explications plus générales, donc d'attribuer éventuellement à un facteur singulier un poids dans l'explication. Ensuite, les *variables exogènes* aux modèles analytiques et empiriques sont considérées comme affaiblissant leur portée, au lieu de la préciser : par souci de parcimonie et d'homogénéité, elles sont soigneusement tenues à l'écart de l'explication. Un ouvrage aussi important que celui de North, Nye et Weingast illustre parfaitement ces deux tendances à la fois, mais c'est également vrai de l'idée de justice d'Amartya Sen.

Section 1. Les effets de contexte

Quand on se prive de l'argument facile de la spécificité absolue d'un objet historique, on regroupe toutes les variables intervenant dans l'explication sous un seul vocable, le « contexte ». L'opération a déjà un premier mérite, elle n'accorde pas de priorité essentielle et indémontrable à des composantes particulières de la différence (que ce soit l'ethnicité, la langue, ou la religion). Celles-ci sont simplement incluses dans un ensemble plus large (des normes et des procédures comme le type de droit et les modes de scrutin ; des clivages

fondateurs ; des cultures politiques). Second avantage, le recours au contexte puise dans l'histoire et l'ethnologie les moyens de trouver ce qui fait dévier les observations de terrain des prévisions théoriques faites à leur sujet. Dans son sillage, on s'oriente vers les *processus* par lesquels se sont formés et se forment encore continuellement les rapports sociaux, plutôt que de s'intéresser à leurs seuls *résultats*, cristallisés sous forme d'institutions sociales, juridiques et politiques. En d'autres termes, on travaillera sur la *formation* des Etats, sur la *politisation* des sociétés et des individus, sur l'*incorporation* des normes et l'*institutionnalisation* des conduites, sur les régimes de justification et de *légitimation*. Mais on étudiera aussi les *systèmes de clientèle*, les *systèmes de parenté*, et le *familialisme* en politique, d'autre part (Leca et Schemeil, 1983 ; Schemeil, 2007, 2008, 2009, 2010 ; Hachmaoui, 2010).

Aux antipodes de l'orientalisme culturaliste (Schemeil, 2011) le recours au contexte n'a nullement pour but d'historiciser à l'excès les sociétés non occidentales. Les variables contextuelles et historiques ne sont en effet ni les seules ni même les principales sources d'explication. Elles ne sont opérationnalisées qu'en dernier, une fois testées et éventuellement invalidées les hypothèses dont la formulation n'a pas été étroitement liée à un terrain précis, dont d'autres travaux portant sur des problèmes différents partent aussi : les effets de génération, les effets de période, les effets « thermostatiques » (Stimson et al., 2010), et bien sûr, les facteurs propres à l'irréductible individualisme méthodologique d'une décision, lesquels sont symétriquement opposés aux facteurs culturels forcément collectifs – qu'il s'agisse de motivations personnelles à prendre au sérieux sans plaquer sur elles un point de vue savant leur déniait toute réalité (Dupré & Ferrié, 2010), de la psychologie individuelle (Marcus, 2008) ou des choix rationnels (Schemeil, 2009 ; Favre, 2010). A propos de cette dernière approche, il faut noter qu'elle se distingue parfois mal de l'analyse des effets de structure, ou plus exactement des analyses centrées sur les facteurs matériels et institutionnels qui rendent une science politique possible, ou en freinent le développement. A titre d'exemple, on peut attribuer la rareté sinon la faiblesse des recherches sur le monde non arabe en pays arabe à un banal utilitarisme : on n'en vit pas, et l'on n'en tirera guère de reconnaissance locale car il n'y a pas de demande sociale pour ce type de savoir. A l'inverse, les pays occidentaux ont créé et développé les recherches anthropologiques puis comparatives par besoin, à chaque rencontre avec des peuples différents des leurs (d'abord lors des grandes découvertes, puis lors de la colonisation moderne et de la décolonisation qui l'a suivie, enfin après la fin de la guerre froide et la fin de l'isolement de la Chine). En poursuivant le raisonnement on pourrait même faire la conjecture suivante : la curiosité pour d'autres contextes de vie que le sien est un luxe pour des pays dont l'ouverture politique et l'enrichissement économique sont insuffisants, et dont les gouvernements tentent de protéger leur peuple des ingérences extérieures ; elle devient une nécessité pour les pays prospères et conquérants qui y consacrent des moyens en argent, en postes, et en distinctions.

Vus sous cet angle, les chercheurs arabes n'étudiant que leur propre pays s'adaptent rationnellement à une situation qui les y contraint, quitte à abandonner toute ambition de relativiser la portée de leurs observations en rapprochant leurs affirmations sur la spécificité de leurs objets de celles que l'on peut faire sur un ou plusieurs terrains de contrôle. Pour souscrire à un énoncé du genre « ce qui se produit en Egypte pourrait bien être déjà arrivé en Espagne ou en Italie », il convient de neutraliser un instant les justifications habituelles du retard arabe en science politique, assez intuitives – la censure dans les régimes autoritaires, les risques d'agression dans des régimes pluralistes, et dans tous les pays arabes la volonté partagée de ne pas donner d'armes à des adversaires comme Israël, voire les Etats-Unis, en leur offrant sur un plateau une connaissance facile des vulnérabilités arabes. Il est probable que ces obstacles pèsent sur la recherche faite à propos de soi, mais ils ne peuvent faire

obstacle à la recherche sur ces adversaires eux-mêmes. Pourtant, on connaît peu de centres spécialisés sur les sources de menaces, ou plus généralement sur d'autres régions du monde que la Maghreb et le Machreq – et encore : ni la Turquie, ni l'Iran, ni Israël ne sont étudiés de façon approfondie et collective dans les universités arabes.

C'est pourquoi la variable contextuelle et historique ne peut être que résiduelle ou, si l'on préfère, ultime : elle vient en dernier, couronner ou compléter l'analyse quand celle-ci ne parvient plus à donner sans elle une explication satisfaisante du monde réel. Dans cet esprit on pourra ainsi juger qu'une culture de soumission à l'autorité (politique, religieuse, et évidemment transcendante) rend difficile l'exercice de l'autoréflexivité critique fondée sur le doute permanent et le besoin de tous confirmer ou infirmer pour y croire, et que l'Europe jusqu'à Galilée ou le monde arabe aujourd'hui encore illustrent bien ce cas de figure, mais il faudra le prouver. En effet, il est fort possible de déconnecter la recherche scientifique des croyances religieuses. De plus, refuser aux arabes la possibilité de faire des calculs stratégiques voire des choix rationnels s'apparente au jugement abrupt porté par les chercheurs sur leurs objets dépourvus de compétence politique, à la limite de la condescendance (Schemeil, 2009 ; Favre, 2010).

En d'autres termes, et contrairement à l'intuition, les variables contextuelles et historiques ne sont pas endogènes aux phénomènes qu'elles expliquent de l'intérieur, en en captant « l'essence », elles sont exogènes à leur explication. Au contraire, les variables axiologiques et individualisantes leur sont, elles, endogènes : dans un monde dominé par le calcul stratégique permanent, il n'est pas rationnel d'opter pour une science universelle, et plus encore pour une recherche fondamentale qui ne soit pas déterminée par (ni même orientée vers) ses applications locales éventuelles.

Section 2. Les variables exogènes

Une variable est endogène à l'explication quand elle fait partie intégrante du modèle analytique ou théorique construit pour rendre compte du monde réel. Elle est exogène quand elle *s'ajoute* à cette fin aux variables endogènes, ou *se substitue* à elles. Par exemple, on peut expliquer les différences de rythmes et de périodes de croissance économique entre la Chine, le monde arabe, la Turquie et le Japon par les transactions économiques sociales et politiques entre agents ; ou bien par l'opposition entre exogamie (Japon et Turquie) et endogamie (Chine et monde arabe). Une explication à la fois complète et atteignable devrait donc partir d'un jeu de variables endogènes. Or, celles-ci sont universelles, parce qu'elles sont à la fois intentionnelles et rationnelles, tandis que les variables exogènes, culturelles et collectives, sont idiosyncratiques.

La comparaison devrait ensuite mais seulement ensuite faire intervenir des facteurs de particularisme. Dans une comparaison – et l'étude d'un cas, même d'une seule, est une comparaison par défaut – trois niveaux d'analyse sont en effet possibles : un niveau micro (ou local, dans le langage de Geertz) ; le niveau des « aires culturelles », ou régionales (dans le vocabulaire des *regional Studies* qui prend désormais le pas sur les *area studies*) ; et un niveau macro (ou global, chez l'ethnologue de Princeton). Notons deux choses : premièrement, Geertz lui-même a opéré aux trois niveaux. Par conséquent, lui que l'on cite souvent pour son penchant ethnométhodologique n'a pas négligé la comparaison transculturelle, comme le montrent ses travaux sur la notion de « personne » ou de « loi ». Deuxièmement, la science politique mondiale s'engage actuellement dans une combinaison systématique de ces trois niveaux. Par exemple, afin de prévoir la composition et l'orientation

des coalitions électorales, le suédois Jonas Pontusson oppose aux modèles dominants de la rivalité sociale (et de classe) une explication en terme d'affinités sociales : au lieu d'affirmer que les classes moyennes se joindront aux riches pour soutenir des politiques sociales inégalitaires (fermant la porte de l'ascension sociale derrière elles, et se distinguant le plus possible par leur style de vie des milieux dont elles proviennent), Pontusson affirme que leur ralliement aux riches ou aux pauvres dépend d'une variable macro dont les différentes valeurs sont quantifiables : l'écart des revenus. Selon lui, plus grande est la proximité entre les revenus des pauvres et ceux des classes moyennes, et plus il est probable que celles-ci s'alliant à celles-là voteront « à gauche ». A l'inverse, plus l'écart entre ces deux catégories sociales est important, et plus grande sera la probabilité d'un vote médian pour les conservateurs. Toutefois, une comparaison menée sur les trente-cinq pays de l'OCDE sans considération pour d'autres différences que celle de l'inégalité relative doit dans un second temps être affinée par le recours à d'autres facteurs : l'histoire longue de chaque pays, sa conjoncture économique, la disparité des classes moyennes divisées en deux ou trois blocs, selon qu'elles sont en ascension sociale, en descente sociale, ou stagnantes mais aussi en fonction de l'histoire sociale d'un groupe de pays (comme les Etats welfaristes scandinaves ou les sociétés individualistes anglophones). Dans un troisième temps, les comportements individuels redeviennent primordiaux, assortis des calculs utilitaristes dont l'approche par les choix rationnels est friande (Schemeil, 2009), mais aussi connotés par un contexte local particulier exigeant du savant une connaissance fine du terrain. En fin de compte, une fois l'ensemble du parcours accompli, les particularismes locaux ou régionaux trouveront leur place dans l'explication. Ce sera en bout de parcours et non pas au début de celui-ci, ce qui présente un avantage certain : la première étape n'est ni longue ni coûteuse, elle n'impose pas d'énoncer des postulats de comportements singuliers et encore moins de justifier l'intérêt de les étudier auprès de bailleurs de fonds et autres autorités délivrant des autorisations d'enquête de terrain. Il suffit d'opérer des corrélations et des régressions sur les données fournies par l'OCDE. Le modèle sera ensuite rendu plus réaliste par petites touches successives qui le rendront de plus en plus complexe. Le particularisme éventuel sera retrouvé ex post, mais il ne sera pas postulé ex ante.

Deuxième partie. Retrouver le cœur de métier du politiste

Comme je l'ai écrit plus haut, se saisir des objets dont l'observation a rendu la science politique nécessaire est un impératif. Aujourd'hui, nombre d'auteurs s'en détournent par un effet attendu de la division du travail et de la nécessité de trouver une niche où s'épanouir, un territoire à marquer. La fragmentation de la science politique, remarquée aux Etats-Unis (Almond) puis en Europe (Goodin ; Favre, 2010) risque d'atteindre le monde arabe au moment même où il s'affranchit des obstacles qui ont longtemps pesé sur le développement de la discipline. Evidemment, je l'ai aussi dit, il peut être rationnel de s'inscrire dans ce processus de segmentation, accélérateur de mise en réseau. Pour en donner un exemple réel, un chercheur isolé en Suisse trouvera dans la communauté des internationalistes postmodernes australiens des oreilles attentives à ses propos sur une perspective dialogiste en relations internationales (Guillaume, 2010). On peut ainsi avoir le légitime sentiment d'être à l'avant-garde de la science, mais cela suppose qu'il n'y a plus rien d'intéressant à faire à l'arrière-garde. On acquiert alors une double reconnaissance académique, pour la modernité des objets choisis et pour l'audace des méthodes adoptées. Pourtant, il serait dommageable à la science politique arabe que les meilleurs de ses chercheurs négligent ce qui a permis à la discipline de se construire dans les pays où elle est d'abord née, sautant ainsi une étape du cycle d'édification d'une science, dans une optique de rattrapage de la science politique

comme elle est faite au Nord. Un rattrapage d'autant plus rapide qu'il est possible de travailler sans aucune des entraves évoquées dans la partie précédente, le pouvoir même le plus tatillon n'ayant évidemment rien à objecter à des recherches qui évitent soigneusement de le prendre pour objet.

Pour discuter ces hypothèses, je vais d'abord me pencher sur le problème de la spécialisation croissante de la discipline afin d'estimer son éventuel impact sur la science politique telle qu'elle est pratiquée dans le monde arabe (section 1). Je m'intéresserai ensuite à ce qu'elle pourrait, elle aussi, éviter de traiter, et j'essaierai de savoir pourquoi (section 2).

Section 1. Lutter contre la fragmentation et l'individualisme des chercheurs

Je crois à la recherche collective dans mon propre pays, qui est un pays « du Nord », « occidental », prétentions universalistes. Pas pour satisfaire des évaluateurs en passe d'aligner les critères d'excellence de la science politique sur ceux de la physique (combien d'articles dans *Nature* et *Science* ?). Pareille motivation serait un motif par défaut, une incitation négative à ne pas traîner les pieds trop longtemps. Non, je crois positivement aux vertus du travail en groupe, de l'échange libre des idées, du partage des tâches, de l'émulation et de la mise en commun des savoirs, et par dessus tout, du contrôle mutuel sur les avancements de tâches programmées pour faire face à des échéances collectivement fixées, et qui n'arrangent jamais le chercheur individuel dont les priorités sont toujours autres. Rien de plus efficace qu'une réunion le lendemain pour terminer un texte que l'on s'est engagé à présenter.

Le travail collectif a d'autres vertus que celle d'accélérer le rythme de la production scientifique. Par exemple, il oblige les chercheurs à présenter leurs arguments de façon à les rendre recevables par autrui, au lieu d'en faire l'économie grâce à un simple clin d'œil aux convaincus ; ou, au contraire, à cause du manque d'intérêt pour les autres paradigmes que le sien. En groupe, impossible de maintenir des positions tranchées, antithétiques les unes des autres, qu'elles soient méthodologiques ou idéologiques¹.

A rebours d'un marché scientifique divisé par une spécialisation croissante pour que chaque producteur individuel se distingue de tous les autres, les projets communs ont le même effet que n'importe quelle *délibération* : ils contraignent à *monter en généralité*, à *formater ses arguments pour les ajuster aux procédures et aux normes admises*, à faire des *concessions* sur la pureté épistémologique d'une vision inspirée par des maîtres à penser et dont on a beaucoup de mal à se départir quand on est laissé à soi-même. Ils obligent aussi ceux qui y participent à s'insérer dans un dispositif où ils ne se maintiendront qu'à proportion de leur contribution, celle-ci étant notifiée par une place dans l'ordre des signatures qui ne respecte pas l'ordre alphabétique des patronymes.

Surtout, quand les groupes de recherche fonctionnent bien, leur ambition collective est supérieure à la somme des ambitions individuelles : on voit plus grand, on vise plus haut, on se compare à ceux dont les avancées sont les plus visibles dans le domaine à l'échelle mondiale, pas seulement dans sa propre communauté locale de référence, et que l'on songe sérieusement à intéresser à ses propres découvertes. Les protocoles de recherche sont donc plus complets (on ne s'autolimité pas a priori sur les moyens dont on aurait besoin pour

¹ Dans un groupe, scientifique, s'entend : ce genre de collectif est moins atteint par le mal du *groupthink* que d'autres, parce qu'il n'est ni isolé dans l'espace pour une durée déterminée et brève, comme une cellule de crise (Janis), ni placé aux marges de la politique dont ses membres se méfient ().

aboutir), il s'inscrivent dans la durée (deux, voire trois fois quatre ans, qui semble être une période de travail usuelle ?). Ce temps laisse la porte ouverte au renouvellement des membres du groupe, ceux qui arrivent apportant une énergie intacte et des idées fraîches bienvenues lorsque partent (discrètement) ceux qui ont épuisé leurs capacités contributives ou (bruyamment) ceux qui n'arrivent plus à gérer leurs désaccords intellectuels avec les autres membres du groupe. Cerise sur le gâteau, les novices ne manquent pas d'exprimer un besoin irrépressible : que leur soit restitué toute l'histoire du travail accompli, les postulats énoncés et les hypothèses émises, faute de quoi leur participation resterait marginale et leurs interventions souvent impertinentes (dans tous les sens du terme). Ces rappels périodiques auxquels ceux qui détiennent la mémoire du groupe répugnent par souci d'économiser leur temps et de ne pas se répéter font du bien à tous, et pas seulement aux néophytes.

Le travail en commun n'a évidemment pas que des avantages. Il n'est pas toujours possible, ni adapté aux besoins des chercheurs. Les difficultés auxquelles ceux qui s'y livrent sont confrontés sont encore plus grandes dans le monde arabe qu'en Europe.

Première difficulté : de tels groupes ne se constituent et ne se maintiennent qu'à cause des engagements qu'ils ont pris en répondant à des *appels d'offre*. Ils ne remplissent leur mandat qu'à proportion des moyens qui leur ont été attribués à cet effet, dont ils sont comptables. Sans ressources suffisantes attribuées contre un rapport final, le processus est mort-né faute de redimensionnalité.

Deuxième difficulté : les *effets de seuil* sont déterminants : pour qu'une demi-douzaine de personnes travaillent ensemble au moins quatre ans d'affilée, mieux vaut pouvoir compter sur une assiette du double de contributeurs potentiels. Peu d'équipes et d'établissements dans le monde sont susceptibles d'abriter autant de chercheurs concernés par un même projet. Dans une discipline en cours de formation, comme la science politique, le problème est accru par une politique de présence qui tend à disperser les postes sur le territoire au lieu de les concentrer dans quelques lieux.

Troisième difficulté : les *rivalités* tellement stimulantes quand elles sont collectives (une compétition entre équipes) paralysent les chercheurs quand elles deviennent personnelles. Moins ils sont nombreux dans un établissement, un pays, ou une région tout entière comme le monde arabe (ou autrefois l'Italie), et plus la jalousie improductive se substitue à l'émulation opportune. Appelons cette dérive « syndrome assyriologique » : quand un assyriologue venant d'un pays où ils sont nombreux séjourne dans un pays où ils ne sont que deux, il ne prévient à l'avance de sa venue que l'un des deux spécialistes, réservant la visite au second à un prochain voyage. Contrairement aux apparences, le problème est moins affectif (l'envie) que fonctionnel : dans de tels contextes une *stratégie de niche* est plus rationnelle qu'une stratégie polyvalente. Trouver le domaine de recherche dont on sera l'unique occupant et pour lequel on jouira d'une reconnaissance incontestée garantit une grande tranquillité en amont de toute future recherche et des éventuelles découvertes qui y seraient liées. Au contraire, courir après une reconnaissance accordée sur des objets divers avec des intérêts multiples est source de risques et d'inconfort.

Quatrième difficulté : les *gratifications* obtenues dans le cadre d'un travail collectif sont moindre que celles que l'on peut raisonnablement espérer à l'issue d'une recherche personnelle. Cette règle s'applique à la réputation (qui doit être individualisable), aux recrutements et aux promotions, aux ressources supplémentaires autorisées par cette réputation, laquelle suscite une demande d'interventions devant des publics divers. Quand les traitements ne sont pas proportionnés à la qualité de l'expertise atteinte des rémunérations accessoires sont nécessaires : ce fait est connu en France, mais le mal est plus aigu dans

plusieurs pays arabes. Si un second métier est nécessaire, il est plus facile d'en exercer un quand on est le spécialiste unique ou quasi unique d'un problème (mettons, l'insécurité dans les banlieues, ou les négociations au Proche-Orient) ;

Section 2. Centrer la recherche sur l'ordre politique et son contraire, la violence

La place de la science politique parmi les autres sciences (toutes les sciences, mais bien sûr, surtout les sciences sociales) est singulière : elle se situe *au-dessus* et à la fin du processus de construction de savoirs scientifiques, ce qui ne veut pas dire qu'elle est *meilleure que* les autres sciences sociales. Elle est au-dessus d'elles par ses objets (un point établi depuis longtemps par Jean Leca et Bruno Jobert), car ce sont ses objets à elle qui rendent ceux de toutes les autres sciences sociales possibles (sans politique et institutions, pas de loi de la relativité, ni de lois tout court). Elle n'est supérieure aux autres ni par ses méthodes (souvent à la traîne des avancées de l'économie, par exemple), ni par ses résultats (que j'ai eu, dans un autre texte du mal à détailler).

Ce privilège n'en est pas un : cette position en surplomb exigerait en bonne logique une focalisation sur tout ce qui est central dans une société, tout ce qui est susceptible de transformer un agrégat de communautés sociales (des communautés d'origine diverses) en une communauté politique (une communauté de destin unique). La tâche est lourde et malaisée partout (en raison des effets de « boîte noire », et du manque d'expérience de nombreux politistes dans l'exercice du pouvoir). Elle est plus malaisée encore dans le monde arabe où est refusé aux observateurs extérieurs l'accès aux lieux où les décisions les plus importantes pour la société se prennent. De plus, la fragilité de la communauté de destin n'assure pas une égalité de chances à ceux qui se lanceraient dans une telle entreprise : selon la communauté d'origine dont ils proviennent, ils sont plus ou moins légitimes aux yeux des détenteurs du pouvoir, soucieux de ne pas se livrer à des personnes différentes d'elles. On imagine mal par exemple, un chercheur non chiite travailler sur le Hezbollah au Liban (ce que furent autorisés à faire des étrangers, mais sans aller jusqu'à connaître les instances dirigeantes du parti), et un palestinien de l'extérieur chrétien faire de même avec le Hamas.

Par ailleurs, la globalité nécessaire de la science politique autorise toutes les dérives interprétatives, qui tendent à faire passer des essais pour des explications. Ghassan Salamé consacre un chapitre très instructif de son ouvrage de 2005 *Quand l'Amérique refait le monde* à la façon dont quelques auteurs ont formaté le débat sur « le nouvel ennemi » arabo-islamiste accusé de refuser l'Amérique pour ce qu'elle est et non pour ce qu'elle fait². A un pareil niveau de généralité(s) tout est à la fois vrai et faux, autrement dit rien n'est scientifiquement attesté, ni ne peut l'être. Parler de ce qui est central dans une société, c'est *d'abord* approfondir la recherche au sein de cette société, *puis* la comparer avec d'autres, *enfin* l'englober dans une trame d'interactions plus vaste. Ce n'est pas lisser sans justifications théoriques l'hétérogénéité des conduites et des convictions, afin d'ériger en modèle d'élégance explicative une vision du monde biaisée, myope, et borgne.

Monter en généralité sans tomber dans la généralisation abusive, et encore moins dans les généralités mondaines : l'affaire n'est pas simple ! Elle se complique encore quand vient le moment de s'intéresser au cœur de métier des politistes : le rapport entre violence et tragédie, d'une part ; normes et droit d'autre part – autant de points délicats partout qui rendent

² Le texte vise principalement Daniel Pipes, Fuad Ajami, et surtout Bernard Lewis (voir p. 441-460 et 495-500).

difficiles les relations entre membres de la discipline et pouvoirs publics. Adoptant la définition de base selon laquelle la politique c'est l'art de vivre avec les gens que l'on n'aime pas, j'en arrive à l'idée suivante : les opérateurs de la médiation entre la force et le droit sont l'ordre politique (ou la communauté politique) et le débat public (ou la délibération). La politique, en effet, c'est l'évitement de la violence ouverte ou son euphémisation, la conversion de la force, de la barbarie, ou de l'anarchie en ordre politique légal et légitime et du pouvoir réel en pouvoir symbolique : nombre de ces processus se traduisent par des délibérations plus ou moins opaques. Il ne faudrait pas en conclure que seuls les ordres politiques à débat public transparent réussissent ce tour de force, encore moins qu'en leur sein personne ne s'y livre à une manipulation du droit. Il ne faudrait pas croire non plus aux effets de cliquet, car un retour à la force est toujours possible, notamment quand elle est supposée économiser la violence (par exemple, quand des élections sont annulées pour ne pas faire le jeu de ceux qui souhaiteraient s'en passer une fois élus). Instrumentaliser le droit que l'on a soi-même énoncé, interpréter les normes (et les insérer dans la file d'attente de celles qui deviendront finalement des règles), exercer une violence symbolique presque aussi insupportable que la violence physique : tout ceci se produit à des degrés divers dans la plupart des sociétés, depuis que nous avons de la documentation à leur sujet. Il s'ensuit que l'étude de ces manipulations incessantes peut aboutir à des résultats opposés selon le moment où elle est faite (le moment de l'énonciation de nouvelles normes, prometteuses ; ou le moment de leur application biaisée, décevante). On peut ainsi se tromper tout aussi bien au Nord qu'au Sud sur l'état d'euphémisation voire de contrôle réel de la violence, et celle-ci est toujours susceptible de resurgir. Ets-ce une raison pour s'abstenir d'étudier ces processus ?

Le fait que la violence soit peu étudiée, ou récemment seulement, dans la science politique française (et même, qu'il y ait peu de successeurs au Ted Gurr de *Why men rebel* dans le monde anglophone) a de nombreuses causes : la difficulté matérielle, personnelle et morale de traiter de sujets comme la *répression* ; le caractère second de la *transgression* par rapport à la construction de la norme et à l'étude du tout (l'ordre politique cohérent et en tout cas, « durable ») ; la contradiction apparente entre retour aux normes (qui ne disent rien des valeurs sous-jacentes) et adhésion à des valeurs qui ne seraient pas occultées par des calculs utilitaristes.

Conclusion

Parce qu'elle traite de ce qui lie entre elles toutes les sphères sociales et toutes les communautés d'origine, et qu'elle constitue les interactions sociales puis en fixe ou en change les règles du jeu, l'activité politique ne se laisse pas toujours observer au niveau où elle se déroule, celui de la communauté politique tout entière, de la culture politique majoritaire, et du gouvernement. Des pans entiers de la vie publique sont ainsi préservés de la discussion critique – ce qui est vrai aussi, mais de moins en moins, dans de nombreux pays, même occidentaux. De ce fait, nombre de convictions morales et causales ne font pas problème, elles sont tenues pour acquises, l'analyse politique ne pouvant se déployer qu'à l'extérieur de ce périmètre de croyances « naturelles ». Afin que la science politique arabe, ou sur le monde arabe, complète son parcours, il faudrait que les objets dont elle peut légitimement se saisir se multiplient, et que le travail empirique soit mené avec des moyens à la hauteur du temps à rattraper.

« Banaliser » pour s'affranchir La science politique au Maroc entre expertise et ancrage disciplinaire », AFSP Grenoble,

Mark Levine, culture jeune et cultures alternatives dans le monde arabe, *Heavy Metal Islam : Rock, Resistance, and the Struggle for the Soul of Islam*, Three Rivers Press, 2008, 304 pages.